



Dans le cadre de la journée internationale pour le droit à l'avortement, MANIFESTONS PARTOUT POUR DÉFENDRE CE DROIT A Tours, LE SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025 à 14h

EN EUROPE : La Pologne n'autorise l'IVG qu'en cas de viol, inceste ou danger pour la vie de la mère. Malte a adopté en 2023 une loi autorisant l'IVG mais de manière très restrictive. En Hongrie, des restrictions majeures confinent à l'interdiction. Ces lois restrictives ont également des impacts sur la santé des personnes ayant des grossesses désirées. En Italie, l'extrême-droite a autorisé les militant-es anti-IVG d'entrer dans les cliniques d'avortement.

De nombreux pays dits démocratiques, poussés par la progression des extrêmes-droites, se désengagent de ce droit fondamental.

En France, peu de professionnel-les la pratiquent : 2,9% de généralistes et gynécologues et 3,5% des sages-femmes. Les déserts médicaux engendrent des disparités territoriales qui font que les Pays-Bas et l'Espagne sont devenus deux destinations privilégiées par les Français-es pour avorter : plus de 5000 personnes entre 2019 et 2023. (Source : « Exporting Abortion »).

AUX ÉTATS UNIS il y a **TROIS ans**, la Cour Suprême portait un coup redoutable contre ce droit fondamental. Dans de nombreux états, il est désormais impossible et illégal d'avorter ; ces restrictions ont déjà coûté la vie à Amber Thurman, 28 ans, décédée par manque de soins à la suite d'un avortement. Actuellement, les interdictions et restrictions touchent 21 états sur 50 : **UN IMPACT DISPROPORTIONNÉ SUR LES POPULATIONS MARGINALISÉES.**

EN AFRIQUE, les lois les plus restrictives exposent des millions de personnes à des avortements dangereux et clandestins : 6,2 millions d'avortement à risque causant au moins 15000 décès (Source : Amnesty International).

Le 27 septembre, nous afficherons haut et fort notre solidarité avec toutes les femmes et nos adelphe-s du monde et en particulier celles des pays qui interdisent totalement ou partiellement le droit à l'avortement !

Nous affirmerons que les extrêmes-droites sont partout un danger immédiat pour les femmes, nos adelphe-s et les droits humains.

Nous réclamons :

- des moyens à mettre en œuvre pour améliorer les disparités territoriales d'accès aux soins
- la garantie du choix des méthodes pour l'IVG et la contraception,
- l'allongement du délai légal français, principale cause des déplacements à l'étranger,
- des professionnel-le-s mieux formé-es,
- la suppression de la clause de conscience spécifique à l'IVG,
- des campagnes publiques d'information sur les droits sexuels et reproductifs ainsi que les séances d'éducation à la vie affective et sexuelle en milieu scolaire prévues par la loi du 4 juillet 2001 relative à l'IVG et à la contraception,
- des choix politiques qui augmentent les budgets pour la santé.

Le Réseau Féministe 37 se joint à l'appel du Collectif « Avortement en Europe, les femmes décident » à manifester partout en France pour défendre le droit à l'avortement.

**RDV à Tours le Samedi 27 septembre à 14h
devant le CCCOD rue Nationale**

Premiers signataires dans le 37: Réseau Féministe, Stop Harcèlement de Rue, Le Planning familial 37, Collectif santé, OST, Actions Féministes Tours, Greenpeace, L'Antivol, Solidaires, FSU, FSE, CGT, Confédération Paysanne, LFI, Les Jeunes Insoumi-e-s, NPA, UCL, les Ecologistes, CATDP, PCOF,...

